



PRESIDENCE DU PARTI

N°.Réf :699/N/309/UPD/2010

Bujumbura, le 06.Juillet 2010

Objet : Cris d'alarme !

**A Monsieur le Représentant du Secrétaire
Général des Nations Unies au Burundi**

**A Son Excellence Madame la
Chancelière de la République d'Allemagne**

**A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre du Royaume Uni**

**A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre de la Belgique**

**A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre des Pays Bas**

**A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre de la Suède**

**A Son Excellence Monsieur le Premier
Ministre de la Norvège**

**A Son Excellence Monsieur le Président de la
Commission de l'Union Européenne**

**A Son Excellence Monsieur le Président de la
Commission de l'Union Africaine**

Avec les Assurances de Notre Très Haute Considération

Monsieur le Représentant,

Le Burundi traverse une crise politique très grave même si certains membres du corps diplomatique et consulaire accrédités à Bujumbura font croire à tous ceux qui les écoutent que les choses marchent à merveille. Notre devoir est d'interpeller toutes les composantes de la communauté nationale et internationale pour qu'elles prennent conscience du danger que le pays court et qu'elles agissent vite avant que le pire n'arrive comme au Rwanda en 1994, au Kenya et au Zimbabwe très récemment.

Depuis un certain temps, les burundais vivent sous un régime autoritaire où la police manipulée, traumatise, torture, emprisonne ou tout simplement tue les membres des partis politiques de l'opposition. La période pré-électorale aura été la plus pénible de toutes car, tout un arsenal de policiers et de militaires gagnés à la cause du parti au pouvoir a été déployé partout dans le pays afin d'exécuter cette sale besogne. Ces mêmes policiers seront utilisés dans les tricheries organisées lors des élections communales pour saboter l'œuvre pour laquelle ils avaient combattu ainsi que les acquis de la démocratie dont ils se proclament souvent rédempteurs.

Aujourd'hui, les droits civils et politiques des citoyens en général et des membres de l'opposition en particulier sont bafoués au grand jour sous les applaudissements de certains diplomates étrangers eux-mêmes réduits aux simples fonctionnaires en quête d'emplois et totalement soumis aux ordres du pouvoir en place de peur qu'ils ne perdent leurs postes de travail. Le cas Mahmoud Youssef votre prédécesseur et celui de Neela Représentante de Human Right Watch au Burundi sont plus qu'éloquents. Pour avoir dit non à la manipulation du pouvoir, en dénonçant son comportement anti-démocratique et les abus que les dirigeants commettent envers leurs citoyens, ils ont été déclarés « non grata » et sont rentrés manu militari mais heureusement, fiers d'avoir agi en honnêtes diplomates défenseurs des droits de l'homme.

Le processus électoral en cours ne doit pas enfreindre le fonctionnement normal des partis politiques. Non plus, il ne doit pas mettre fin aux activités quotidiennes des partis politiques en compétition ou pas. La diversité d'opinion ne doit pas être source d'animosité. Elle doit nous enrichir pour construire une Nation harmonieuse. Si la Constitution consacre le multipartisme comme mode de gouvernement, nul ne peut passer outre cette règle d'or qu'est le socle de la Démocratie.

A l'heure actuelle, les cadres et membres du parti UPD-ZIGAMIBANGA sont forcés d'adhérer au parti au pouvoir. Ils subissent des menaces d'arrestation ou de mort par téléphones au cas où on ne cède pas à la sollicitation. Plus de 150 membres des partis politiques de l'opposition croupissent dans différents cachots du pays pour avoir décliné cette offre anti-démocratique. Ils sont privés de visites des leurs et on doute fort qu'ils ne soient pas passés sous la guillotine. Vous vous souviendrez qu'à la veille des élections, deux de nos membres ont été assassinés par la même machine infernale qui tue des innocents sous le regard complice de tous ceux qui sont réduits au silence pour des intérêts sectaires. La charte internationale des droits de l'homme à laquelle le Burundi a souscrit, précise dans son contenu que la vie est sacrée et qu'elle n'a pas de prix ! A analyser la situation qui prévaut aujourd'hui dans notre pays, on se croirait dans une jungle où par abus du pouvoir, les lois sont foulées au pied par ceux qui devraient les faire respecter. Ce qui est prohibé et sacré ailleurs devient loyal et banal pour les tenants du pouvoir.

Si les missions diplomatiques se mêlent de la situation politique du Burundi actuellement, qu'elles sachent que dans les mêmes dimensions, elles sont responsables des conséquences qui adviendront du soutien accordé au pouvoir en place dans le reniement total des valeurs démocratiques. Nous

prenons à témoins toutes les personnalités éprises du respect de la loi en clamant haut et fort que, pour des raisons purement politiques, les membres des partis politiques de l'opposition en l'occurrence l'UPD-ZIGAMIBANGA, le FNL, le FRODEBU et le MSD sont abusivement et publiquement emprisonnés, torturés, et tués par la police nationale qui s'est métamorphosée en une milice du parti au pouvoir. Les associations nationales et internationales de défense des droits de l'homme, les médias et nous-mêmes, dénonçons tous les jours ces abus mais en vain.

Les responsables des partis politiques de l'opposition sont tous consignés en une résidence surveillée. Ils ne peuvent pas circuler librement à l'intérieur du pays et sont condamnés de ne pas franchir les frontières burundaises. Les honorables Pascaline KAMPAYANO et Alice NZOMUKUNDA se sont vus retirer leurs documents de voyage à la frontière et à l'aéroport pour des raisons jusqu'ici inavouées. Le Président du FNL RWASA Agathon a été dans l'obligation de fuir le pays à cause des menaces que la police exerçait sur lui, son ménage ainsi que sur ses proches. Une quinzaine de ses membres sont portés disparus lors d'une fusillade qui s'est produite à son domicile à la veille de son départ. Aucune nuit ne passe sans que des vies humaines périssent. Des grenades sont larguées ici et là partout dans le pays par des inconnues dans le but d'incriminer les membres de l'opposition. Des boucs-émissaires ciblés à l'avance dans nos rangs paient les pots cassés par les concepteurs de ces barbaries qui visent la radiation des partis politiques de l'opposition.

Le climat tendu occasionné par le vol flagrant des voix exprimées par le peuple lors de ces deux dernières élections ne sera apaisé que par le dialogue entre tous les partenaires politiques burundais. La communauté internationale doit s'investir pour sortir le pays du carnage dans lequel il est embarqué au lieu d'applaudir et d'encourager la déchéance dans laquelle il s'embourbe désespérément. Pareil cas s'est produit au Rwanda en 1994 suite à une banalisation de certains diplomates, d'un génocide qui pourtant était évident. Le peuple délaissé, sans secours malgré la présence des forces des Nations Unies (la MINUAR) s'est entredéchiré pendant que ceux qui banalisaient ce génocide s'envolaient vers leur pays d'origine laissant derrière eux la mort et la désolation.

La sagesse exige une prise de conscience immédiate. La chasse aux opposants politiques mène tout droit au trépas. La Nation doit primer sur toute autre considération. N'attisez pas le feu par des déclarations partisans. Une grande lucidité s'impose de la part des burundais et leurs partenaires pour éviter le pire. Condamner le peuple burundais à une autre guerre est une lâcheté impardonnable. Incarcérer les gens à cause de leurs opinions politiques engendre un climat malsain au sein d'une communauté qui sort fraîchement d'une crise qui l'a trop endeuillée.

Notre souhait est de voir les burundais sereins, confiants en eux-mêmes et déterminés à rompre définitivement avec les divisions de tous ordres. Nous voulons sauvegarder très jalousement les acquis de la démocratie par le respect de tous ses corollaires en l'occurrence, le droit à la vie, les libertés individuelles, le droit civil et politique ainsi que le respect de tous les pactes et accords internationaux ratifiés par le Burundi.

C'est dans ce cadre que nous interpellons encore une fois toute la communauté internationale à l'usage d'une diplomatie non partisane ; au renforcement du dialogue et de la concertation pour adopter des solutions négociées et non imposées. La dictature et l'autoritarisme imposé aux burundais est une marche rétrograde au 21^{ème} siècle. Nous demandons aux hautes personnalités qui nous lisent en copie de ne rien ménager pour aider les burundais à sortir de l'impasse par des

solutions durables et non musclées, des voies concertées, des compromis négociés et non ordonnés. Ainsi jaillira la lumière pour tous et le pouvoir du peuple, par le peuple et pour le peuple verra enfin le jour sans frustration aucune. Il n'est jamais tard de faire du bien à quelqu'un qui ne demande pas mieux !

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies, les assurances de notre considération très distinguée.

POUR LE PARTI UPD-ZIGAMIBANGA

ZEDI FERUZI

Président

T.C.P.I.à :

- A Son Excellence Monsieur le Président de la République du Burundi
- A Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies
- A Son Excellence Monsieur le Président du Parlement Panafricain
- A Son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Législative Est-Africaine
- A Son Excellence Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale du Burundi
- A Son Excellence Monsieur le Président du Sénat du Burundi
- A Son Excellence Monsieur le Premier Vice-président du Burundi
- A Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-président du Burundi
- A Monsieur le Président de la Commission Electorale Nationale Indépendante
- A Madame/Monsieur le Président du parti politique (Tous)
- A Madame/Monsieur l'ambassadeur (Tous)
- Au membre de la société civile (Tous)